



Tunisie

Tunisie

10 mai 2011

Recrudescence de violences policières

Quatre mois après la chute du régime de Ben Ali, la FIDH dénonce la multiplication des violences policières dans le cadre de manifestations antigouvernementales. Alors que le 6 mai, le ministère de l'Intérieur présentait ses excuses pour la réponse brutale de la police aux protestations, les forces de l'ordre ont continué, dans les jours qui ont suivi, à réprimer violemment les manifestations, causant la mort d'un militant politique.

Le 8 mai 2011, Mahmoud Toumi, un membre du Parti du Travail patriotique et démocratique a en effet succombé à ses blessures après avoir été touché dans le dos par une balle tirée par l'armée. Il tentait de s'interposer pour empêcher des jeunes casseurs de lancer des pierres sur un poste de police au cours d'une manifestation à Sliman (banlieue de Tunis). Le même jour, la police tunisienne a eu recours à du gaz lacrymogène pour disperser une manifestation antigouvernementale dans le centre de Tunis.

Depuis le 5 mai, des manifestations antigouvernementales regroupant majoritairement des jeunes ont lieu à Tunis et sont quasi systématiquement réprimées par un important dispositif policier utilisant des gaz lacrymogènes et des matraques. Des violences ont été dénoncées à l'encontre de manifestants et de journalistes. Quatorze journalistes couvrant les manifestations pour des médias tunisiens et internationaux ont été brutalisés par des policiers dans la capitale, les 5 et 6 mai. Un blogueur qui filmait une agression commise à l'encontre d'un journaliste pendant la manifestation du 6 mai à Tunis a été sévèrement battu et menacé par des policiers en civil et en uniforme. Les forces de police sont également entrées dans le local de deux journaux gouvernementaux, la Presse et al Sahafa et ont agressé un journaliste qui s'y trouvait. Le 7 mai, un couvre-feu a été décrété à Tunis et dans sa banlieue pour une durée indéterminée.

La FIDH appelle le gouvernement tunisien de transition à mettre fin à toute forme de violence à l'encontre des manifestants et à diligenter une enquête indépendante sur les événements ayant causé la mort de Mahmoud Toumi. La FIDH s'inquiète vivement des violences et actes d'intimidation à l'encontre de journalistes et de blogueurs. Elle appelle les autorités tunisiennes à se conformer à leurs engagements internationaux et à respecter et garantir le droit de rassemblement pacifique et les libertés d'expression et d'information.

<http://www.fidh.org/Recrudescence-de-violences-policieres>